



# L.P. 2 R.

Projet d'implantation d'une usine d'émulsion de bitume à  
Pusignan (69)



## DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Capacités techniques et financières



**Octobre 2024**

**OTE**  
INGÉNIERIE

— Construction &  
environnement

**AGENCE DE METZ**  
1 Bis rue de Courcelles  
F-57070 METZ  
Tél : 03 87 21 08 79  
[www.groupe-ote.com](http://www.groupe-ote.com)



## **Sommaire**

<b>Sommaire</b>	<b>3</b>
<b>Préambule</b>	<b>4</b>
<b>1. Présentation de la société LP2R</b>	<b>5</b>
<b>2. Capacités financières</b>	<b>7</b>

## **Préambule**

La société LP2R projette la construction d'une usine d'émulsion de bitume au sein de la zone industrielle de la commune de Pusignan (69330).

Le projet s'implante sur un terrain d'une surface de 2 500 m<sup>2</sup> à proximité immédiate de son usine de production d'enrobées à chaud et de produits routiers, située 4 rue des Frères Lumières à Pusignan.

L'activité du site relève de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et nécessite le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale.

## **1. Présentation de la société LP2R**

### **❖ Evolution et historique de l'entreprise**

Fondé en 1995, TEBIOR est un groupe indépendant du BTP composé d'un ensemble d'entités proposant des solutions pour l'aménagement du territoire, la construction et l'environnement. Le siège du groupe est localisé à Pusignan (69) en région Auvergne-Rhône-Alpes.

Depuis sa création, le groupe n'a cessé de grandir, il est aujourd'hui composé de 15 filiales toutes localisées en région Auvergne-Rhône-Alpes (Pusignan, Ambérieu-en-Bugey, Mornant, Saint Marcelin).

Ses activités concernent tous les métiers du Gros Œuvre (tertiaire, industrie, logistique, ouvrages d'arts) et des Travaux Publics (terrassements, réseaux secs, humides, AEP, incendie, revêtements bétons décoratifs, enrobés, espaces verts). Le groupe emploie aujourd'hui plus de 450 personnes et a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 61,9 M€.

P2R (Produits de Revêtements Routiers), est une filiale de TEBIOR, créée en 1998, fabriquant des enrobés et des émulsions.

La société LP2R est une filiale de P2R et a été créée en mars 2023 dans le cadre de la création d'une nouvelle usine de fabrication d'émulsions. Ce projet intervient suite à un besoin important d'acteurs du BTP de la région. Le Groupe est fortement engagé dans la transition écologique, avec notamment la participation du Président et du directeur général à la Convention des Entreprises pour le Climat.

Site web : <https://www.tebior.com/> et <https://www.tebior.com/nos-societes/p2r/>

### **❖ Nature de l'activité**

LP2R a pour objectif de fabriquer et proposer aux acteurs locaux des produits permettant d'entretenir le patrimoine routier. En effet, la nouvelle usine permettra de produire des émulsions de différentes formulations ainsi que des liants dits « bio ». La création de cette nouvelle activité s'inscrit dans une démarche de diminution de la consommation d'énergie fossile et de matières premières dérivées du pétrole.

### **❖ Principaux savoir-faire et/ou technologies maîtrisées, produits/services fournis, processus de fabrication**

La société P2R fabrique en moyenne plus de 150 000 tonnes/an d'enrobés de différentes compositions.

Les formulations sont adaptées en fonction des besoins clients et du type d'usage (résistance à l'orniérage, dureté dans le temps, adhérence...). Ces produits sont mis en œuvre par des entreprises de travaux publics locales sur des chantiers localisés entre 50 à 100 km maximum autour de l'usine. Le processus de

fabrication se fait aujourd'hui à chaud (130 – 180 °C) à partir de granulats de carrières situées en majorité dans le bassin Lyonnais et de bitume.

Fort de ses 25 années d'expérience le groupe possède une solide expertise et un réel savoir-faire dans la fabrication de produits permettant d'entretenir le patrimoine routier répondant au cahier des charges du client et s'intégrant dans le référentiel normatif européen.

## 2. Capacités financières

La société LP2R étant filiale à 100 % de la société P2R, les capacités financières de cette dernière sont présentées ci-dessous.

*Tableau n° 1 : Chiffres d'affaires de P2R*

	2021	2022	2023
Chiffre d'affaires	8 774 995 €	9 462 844 €	11 345 633 €
Résultats	412 362 €	312 906 €	529 126 €

Le projet est en outre soutenu par la Région, à hauteur de 200 000 € dans le cadre de l'opération « Aide pour l'implantation d'une usine d'émulsion ».

La convention attributive de subvention est présentée en annexe de ce présent dossier.

*Annexe n° 1 : Convention attributive de subvention*

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E



**DIRECTION DES FINANCES**  
Département de Gestion Financière  
Économie, Formation, Enseignement Supérieur,  
Innovation, Environnement et International  
Site de Clermont-ferrand

Votre interlocuteur :  
Catherine GENIN  
Assistant(e) de gestion  
Tél : 04 73 31 82 74  
Catherine.genin@auvergnerhonealpes.fr

Références à communiquer systématiquement :

**Dossier : 23 019136 01 - 125713**  
Bénéficiaire : LP2R  
ECO (Site de Clermont-ferrand)

Références internes :

N° dossier externe : 00215618  
Programme : P031  
Bénéficiaire : LP2R  
Opération : P031O043  
Imputation : 909 91 20421

**CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION**

- VU le code général des collectivités territoriales ;  
VU le budget de la Région Auvergne-Rhône-Alpes ;  
VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment le chapitre III du titre Ier ;  
VU le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;  
VU l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte-rendu financier prévu par l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;  
VU la délibération n° AP-2021-07 / 08-6-5694 du Conseil régional du 2 juillet 2021 portant délégations du Conseil Régional à la Commission permanente ;  
VU la délibération n° AP-2019-06 / 08-7-2968 du Conseil régional en date du 27 juin 2019 approuvant le règlement des subventions et les modèles types de convention attributive de subvention régionale, modèles modifiés par la délibération n°CP-2021-03 / 08-58-5188 du Conseil régional du 26 mars 2021 ;  
VU le Règlement (UE) N° 1407/2013 DE LA COMMISSION du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis prolongé par le Règlement (UE) N° 2020/972 DE LA COMMISSION du 2 juillet 2020 ;  
VU la délibération n° CP-2023-12 / 07-90-7969 de la Commission permanente du Conseil régional du 15/12/2023, relative au programme suivant : Développement économique des entreprises ;  
VU le dossier de demande de financement déposé par : LP2R le **26/09/2023** ;

**ENTRE**

Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes  
Lyon  
101 cours Charlemagne - CS 20033  
69269 LYON CEDEX 02  
Tél. : 04 26 73 40 00  
[auvergnerhonealpes.fr](http://auvergnerhonealpes.fr)

Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes  
Clermont-Ferrand  
59 boulevard Léon-Jouhaux - CS 90706  
63050 CLERMONT-FERRAND CEDEX 2  
Tél. : 04 73 31 85 85

**La Région qui agit**

Ref : 23 019136 01

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, sise 101 cours Charlemagne à Lyon (Rhône), représentée par Monsieur Laurent WAUQUIEZ, Président du Conseil régional,  
ci-après désignée « la Région »

**ET**

LP2R  
représenté(e) par André ROIBET  
N° SIRET : 95144341500017  
ci-après désigné « le bénéficiaire »

**Il est convenu ce qui suit :**

Dans le cadre de leurs relations, la Région et le bénéficiaire sont tenus de respecter la réglementation en vigueur relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après le « RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Dans le cas où le bénéficiaire opère un traitement de données à caractère personnel pour le compte de la Région, il doit se conformer aux instructions détaillées en annexe Protection des données personnelles, qui sera le cas échéant, jointe au présent acte.

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Le bénéficiaire s'engage, **à son initiative et sous sa responsabilité**, à réaliser le projet suivant (ou mener à bien le programme d'actions) : Aide pour l'implantation d'une usine d'émulsion.

La Région souhaite participer au financement de ce projet.

La présente convention et ses annexes ont pour objet de définir le cadre et les modalités des engagements réciproques de la Région et du bénéficiaire.

#### **ARTICLE 2 : MONTANT DE LA SUBVENTION**

Dans le cadre du programme Développement économique des entreprises, et sous réserve que le bénéficiaire remplisse ses engagements, la Région a attribué à LP2R (69),

Une subvention d'investissement d'un montant maximal de **200 000,00 €** correspondant à un taux de **6,60 %** appliqué sur une dépense éligible retenue de **3 032 600,00 €**.

La dépense éligible correspond à l'ensemble des dépenses (HT si le bénéficiaire est assujetti à la TVA, TTC si le bénéficiaire est non assujetti à la TVA) liées au projet, intervenues dans les délais précisés en article 4.1 et retenues par la Région.

Ref : 23 019136 01

Le détail de la dépense éligible retenue est précisé en annexe. Si cette annexe n'est pas jointe à la présente convention, cela signifie que toutes les dépenses indiquées dans le budget prévisionnel de la demande de subvention sont éligibles.

Pour obtenir le versement intégral de la subvention, le bénéficiaire doit justifier du montant total de dépenses éligibles susvisé. Si la dépense justifiée n'atteint pas ce montant, la subvention versée résultera de l'application du taux voté aux dépenses éligibles réellement justifiées.

A l'inverse, le montant de la subvention n'est pas révisable à la hausse, même si le total des dépenses réellement justifiées dépasse le coût prévisionnel du projet.

Règlement (UE) N° 1407/2013 DE LA COMMISSION du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis prolongé par le Règlement (UE) N° 2020/972 DE LA COMMISSION du 2 juillet 2020.

### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE**

De manière générale, le bénéficiaire doit respecter les obligations en vigueur qui s'imposent à tout bénéficiaire de subvention et rendre compte de l'utilisation de la subvention.

En cas de non-respect des engagements présentés ci-dessous, la Région pourra ne pas verser la subvention et, en cas de sommes déjà versées, procéder à une demande de reversement de la subvention en totalité ou au prorata, par l'émission d'un titre de recettes.

#### **3.1 - Dès réception de la présente convention**

Le bénéficiaire s'engage à :

- signer la présente convention ;
- retourner, sans délai et par tout moyen (par mail, le cas échéant sur le Portail des Aides, par courrier), la convention signée à la Région.

La réception de la présente convention signée conditionne le versement de la subvention.

#### **3.2 - Dès le début du projet : communication et mention de l'aide régionale**

Le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès le début du projet et conformément à l'annexe de la présente convention portant sur les obligations d'information et de communication, l'existence du financement régional auprès des destinataires finaux et auprès du grand public. Ces obligations d'information et de communication sont indispensables pour faire connaître l'implication en proximité de la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans la vie quotidienne des habitants. Si vous avez des questions sur les obligations d'information et de communication, vous pouvez consulter le site Internet de la Région : <https://www.auvergne-rhone-alpes.fr/subventions-visibilite>.

#### **3.3 - Durant la réalisation du projet**

Le bénéficiaire s'engage à :

Ref : 23 019136 01

- gérer avec rigueur et dans le respect des lois et règlements en vigueur la subvention versée ;
- utiliser la subvention conformément à l'objet pour lequel elle a été attribuée, tel que défini à l'article 1, et garantir une destination conforme à son objet social et à ses statuts, ou à ses compétences statutaires ;
- travailler en lien avec les partenaires implantés localement sur le territoire ;
- respecter toutes les conditions indiquées dans la présente convention et dans ses annexes.

### **3.4 - Au moment de la demande d'acompte (le cas échéant) ou de solde**

Le bénéficiaire s'engage à respecter les délais et les modalités de versement prévus dans l'article 4.

### **3.5 - Particularités pour les personnes morales de droit privé**

Quel que soit le montant de la subvention, le bénéficiaire doit transmettre ses comptes annuels chaque année avant le 15 juillet (jusqu'à l'année suivant celle à laquelle la Région a versé le solde de la subvention), conformément à la procédure décrite sur le site internet de la Région (<https://www.auvergnerhonealpes.fr/subventions-visibilite>).

[hors subvention annuelle d'exploitation ou assimilée] Le bénéficiaire doit aussi transmettre au moment de la demande de solde le compte-rendu financier de l'opération subventionnée conformément au modèle disponible sur le site internet de la Région (<https://www.auvergnerhonealpes.fr/subventions-visibilite>).

### **3.6 - Information et contrôle**

Le bénéficiaire s'engage à :

- répondre à toute demande d'information et d'accès aux documents relatifs au suivi budgétaire et financier ainsi qu'à toutes pièces justificatives de l'emploi de la subvention ;
- informer la Région, sans délai, par écrit (mail, extranet comme le Portail des Aides, courrier), en cas de changement dans :
  - sa situation juridique, notamment toute modification de numéro de SIRET, de ses statuts, dissolution, fusion, redressement judiciaire, liquidation et plus généralement de toutes modifications importantes de son fonctionnement ;
  - le déroulement de l'opération subventionnée ; toute modification, si elle est acceptée par la Région, fera l'objet d'un avenant à la présente convention ;
- permettre et faciliter, à tout moment, la vérification sur pièces et sur place, par la Région ou par toute instance de contrôle et d'audit habilitée, de l'application de la présente convention ;
- apporter la preuve, en cas de litige, qu'il a tout mis en œuvre pour que la Région reçoive les pièces justificatives au plus tard à la date limite précisée dans cette convention.

## **ARTICLE 4 : DEMANDE DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

Pour obtenir le versement de la subvention, le bénéficiaire doit faire une demande expresse de versement. Si le bénéficiaire a fait sa demande de subvention de manière dématérialisée et que cette plateforme de dématérialisation permet de demander le versement de la subvention, le bénéficiaire doit faire sa demande de versement en version dématérialisée via cette plateforme.

Réf : 23 019136 01

Le bénéficiaire veille à ne pas justifier des mêmes dépenses pour deux subventions différentes.

A noter, la subvention est versée exclusivement au bénéficiaire : le bénéficiaire ne peut pas reverser la subvention, en tout ou partie, à un tiers.

Le non-respect des délais fixés ou l'absence de production dans les délais fixés de l'ensemble des pièces exigées par la présente convention entraîne l'annulation partielle ou totale de la subvention. Une procédure de restitution sera engagée pour les sommes déjà versées mais qui n'auront pas été justifiées.

#### **4.1 - Délais à respecter**

Seules les dépenses du projet payées (c'est-à-dire décaissées) par le bénéficiaire entre le **26/09/2023** et le **15/12/2028** seront prises en compte par la Région lors du versement de la subvention. Ces dépenses éligibles devront être identifiables et contrôlables.

NB : Si votre subvention est rattachée à un régime d'aides d'Etat avec effet incitatif, des éléments complémentaires importants sont le cas échéant précisés dans l'annexe dépense éligible.

Les pièces justificatives des dépenses devront être reçues à la Région avant le **15/06/2029**.

#### **4.2 - Modalités de versements de la subvention**

Le versement de la subvention de la Région sera effectué par virement de compte à compte. Afin de permettre le versement, un IBAN (RIB) valide doit impérativement être transmis avec la première demande de paiement, puis systématiquement en cas de modification des coordonnées bancaires.

La subvention sera versée selon les modalités suivantes :

- Des acomptes jusqu'à 90 % du montant de la subvention sur présentation :

- ✓ D'un état intermédiaire des dépenses payées concernant l'objet subventionné, conforme au modèle joint, signé par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes, certifiant le montant et la nature des investissements réalisés, ainsi que la date à laquelle ils l'ont été ou si le bénéficiaire ne dispose pas d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes, d'un état intermédiaire des dépenses payées concernant l'objet subventionné, conforme au modèle joint, signé par le bénéficiaire (personne habilitée de la structure), accompagné de la copie des factures payées par le bénéficiaire (factures acquittées).
- ✓ Des attestations établies par la Direction Générale des Finances Publiques et l'U.R.S.S.A.F. datées de moins de 3 mois certifiant la régularité de la situation de l'entreprise au regard de ses obligations fiscales et sociales

Les acomptes ne peuvent être inférieurs à 20 % du montant de la subvention. S'agissant du versement du 1er acompte, les pièces fournies doivent justifier des dépenses réalisées, permettant de justifier à la fois l'avance déjà versée et l'acompte demandé.

- Un solde représentant au minimum 10 % du montant de la subvention sur présentation :

- ✓ D'un état récapitulatif des dépenses payées concernant l'objet subventionné, conforme au modèle joint, signé par un expert-comptable ou un commissaire aux comptes, certifiant le montant et la nature des investissements réalisés, ainsi que la date à laquelle ils l'ont été ou

Réf : 23 019136 01

si le bénéficiaire ne dispose pas d'un expert-comptable ou d'un commissaire aux comptes, d'un état récapitulatif des dépenses payées concernant l'objet subventionné, conforme au modèle joint, signé par le bénéficiaire (personne habilitée de la structure), accompagné de la copie des factures payées par le bénéficiaire (factures acquittées).

- ✓ Une attestation sur l'honneur, datée de moins de trois mois, d'un représentant qualifié de l'entreprise bénéficiaire de l'aide certifiant le maintien du nombre d'emplois déclaré au moment de la demande d'aide régionale (contrats à durée indéterminée à temps plein ou temps partiel pris en compte au prorata du temps de travail reconverti en équivalent temps plein).
- ✓ Des attestations établies par la Direction Générale des Finances Publiques et l'U.R.S.S.A.F. datées de moins de 3 mois certifiant la régularité de la situation de l'entreprise au regard de ses obligations fiscales et sociales.
- ✓ Un bilan précis du nombre d'emplois créés ou maintenus au regard du déclaratif fait lors de la demande de soutien à la Région, une évolution de son chiffre d'affaires, l'effet de levier de l'aide sur la réalisation de son investissement, de recours à la sous-traitance locale.

En plus des documents cités, pour une aide portant sur l'investissement immobilier, la justification d'un cofinancement préalable de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) ou du Département lorsque celui-ci est en compétence, si elle n'a pas déjà été fournie à la Région et au plus tard avant toute demande de versement de la subvention.

Le solde de la subvention ne sera versé qu'après réalisation de la manifestation.

En cas d'abandon ou d'annulation du projet subventionné, le solde de la subvention ne sera pas versé sauf dérogation accordée par la Région au vu des justificatifs transmis par le bénéficiaire. En outre, la Région procédera à une analyse des comptes annuels et se réserve le droit de récupérer tout ou partie du montant de la subvention versée s'il est constaté un bénéfice au-delà du « bénéfice raisonnable » au 31 décembre de l'année N+1.

Pour faciliter vos démarches, le modèle d'état récapitulatif des dépenses est disponible sur le site Internet de la Région : <https://www.auvergnerhonealpes.fr/subventions-visibilite>.

Conformément aux modalités précisées dans l'annexe à la présente convention portant sur les obligations d'information et de communication, les justificatifs devront être transmis à la Région au moment :

- de la demande du premier acompte ;
- ou du solde s'il n'y a pas d'acompte, ou si l'application des obligations d'information et de communication ne peut pas, techniquement, intervenir au moment de l'acompte (exemple : plaques pérennes posées à la fin des travaux de réalisation de l'équipement).

Par ailleurs, la Région se réserve le droit de demander toute autre pièce justificative.

A noter, aucune pièce justificative supplémentaire transmise après le versement du solde ne sera prise en compte et ne donnera lieu à un versement rectificatif du solde de la subvention. Le solde de la subvention a un caractère définitif.

Ref : 23 019136 01

#### **4.3 - Transmission par la Région des pièces au comptable public ou conservation par la Région**

Seules les pièces citées par le décret des pièces justificatives seront transmises au comptable public. Les autres pièces mentionnées dans la présente convention seront conservées sous la responsabilité de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et ne seront pas transmises au comptable public.

#### **ARTICLE 5 : CONTROLE DU BENEFICIAIRE ET SANCTIONS**

La Région veille, conformément aux obligations incombant aux Collectivités en matière de contrôle des bénéficiaires de fonds publics, à l'usage des fonds régionaux par les organismes qu'elle soutient.

La Région peut ainsi contrôler de plein droit, sur pièces et sur place, tout organisme qui a reçu une subvention régionale ; et demander à tout moment des pièces complémentaires pour réaliser ce contrôle.

L'absence de transmission des pièces demandées pourra entraîner des conséquences sur le versement de la subvention et sur l'instruction d'une nouvelle demande.

Concernant les obligations d'information et de communication, la Région se réserve le droit de les contrôler en cours de projet ou a posteriori. Le non-respect de ces obligations pourra suspendre le versement de la subvention.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION**

La subvention devra être restituée à la Région, en tout ou partie, en cas de résiliation de la présente convention par la Région prévue à l'article 9.2, et dans les cas suivants :

- les obligations prévues dans la présente convention et ses annexes n'ont pas été respectées par le bénéficiaire, dont notamment :
  - l'utilisation de la subvention octroyée est différente de celle mentionnée à l'article 1 de la présente convention ;
  - le tiers ayant perçu la subvention régionale n'est pas le bénéficiaire cité dans la présente convention ;
  - le cas échéant, l'usage du bien ou de l'équipement subventionné n'est pas conforme à celui pour lequel il a été financé par la Région ;
  - toutes les sommes versées par la Région n'ont pas fait l'objet de justificatifs valables ;
- le cas échéant, le bien ou l'équipement subventionné ne reste pas la propriété du bénéficiaire pendant la durée de son amortissement. Cela impliquera que la subvention soit restituée au prorata de la durée du bien ou de l'équipement restant à amortir ;
- l'ensemble des subventions publiques versées est supérieur aux dépenses réelles de l'opération subventionnée ;
- la dissolution de l'organisme bénéficiaire. Cela impliquera que la subvention soit restituée au prorata de la réalisation de l'action subventionnée.

Ref : 23 019136 01

#### **ARTICLE 7 : CONSERVATION DES DOCUMENTS PAR LE BENEFICIAIRE**

Le bénéficiaire s'engage à archiver et à conserver dans un lieu unique le dossier technique, financier et administratif de l'opération pendant une période de dix ans à compter de la date de la Commission permanente.

A défaut, le bénéficiaire s'expose au risque de devoir restituer la subvention versée.

#### **ARTICLE 8 : LUTTE ANTIFRAUDE**

Dans le cadre de recommandations de l'Union européenne, le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêt, irrégularité, fraude ou corruption qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la convention.

Il s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à toute situation constitutive d'une des situations citées ci-dessous, ou susceptible de conduire à l'une de ces situations en cours d'exécution de la convention et d'en informer sans délai la Région.

##### **8.1 - Conflit d'intérêts**

Il y a conflit d'intérêt lorsque la réalisation impartiale et objective de l'opération est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique, d'intérêt économique ou pour tout autre motif.

##### **8.2 - Fraude**

Est considéré comme une fraude, tout acte intentionnel ou omission portant sur :

- l'utilisation ou la présentation de déclarations fausses, inexactes ou incomplètes, ou de documents, qui a pour effet l'appropriation illicite ou la rétention de fonds publics ;
- la non-divulgence d'informations en violation d'une obligation spécifique, avec les mêmes effets ;
- le détournement de ces fonds à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été initialement accordés.

##### **8.3 - Corruption**

Est considérée comme corruption, un comportement pénalement répréhensible par lequel une personne (le corrompu) sollicite, agréé ou accepte un don, une offre ou une promesse, des présents ou des avantages quelconques en vue d'accomplir, de retarder ou d'omettre d'accomplir un acte entrant d'une façon directe ou indirecte dans le cadre de ses fonctions. L'infraction a une double portée puisqu'elle recouvre l'existence d'un corrompu et d'un corrupteur.

#### **ARTICLE 9 : DISPOSITIONS DIVERSES RELATIVES A LA CONVENTION**

##### **9.1 - Durée de la convention**

La présente convention entrera en vigueur à compter du jour de sa signature par les parties. Elle prendra fin au plus tard deux ans après la date de versement du solde de la subvention.

Toutefois, les dispositions à caractère financier ou de contrôle s'imposent au-delà de la durée de la convention.

Réf : 23 019136 01

### **9.2 - Résiliation de la convention**

En cas de non-respect de la présente convention, l'une ou l'autre partie pourra résilier la convention de plein droit, dès l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse.

En outre, avant son expiration, la Région pourra résilier de plein droit la convention par notification expresse : en cas de force majeure pour tout motif d'intérêt général ou en cas de changement de bénéficiaire de subvention ou du déroulement de l'opération subventionnée (abandon du projet, changement d'objet, etc.).

A son initiative, le bénéficiaire pourra également résilier la convention en renonçant à la subvention régionale.

### **9.3 - Modification de la convention**

Toute modification de la présente convention s'effectuera par avenant.

### **9.4 - Règlement des litiges**

A défaut d'accord amiable, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Lyon (en application des dispositions du code de justice administrative).

Les particuliers et les personnes morales de droit privé peuvent saisir le tribunal administratif de Lyon via l'application « Télérecours citoyens » : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait au Conseil régional, le 21/12/2023

Pour le bénéficiaire  
(Nom et signature identifiables)

Pour le président et par délégation  
La Direction des Finances

  
Xavier PET-SME  
Responsable de Département de  
Gestion Financière